

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 21 juin 2017

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Madame la Préfète d'Eure-et-Loir - BPE
pour présentation en CDNPS**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE DE PROLONGATION DE LA DURÉE D'AUTORISATION

S.A. CEMEX GRANULATS

COMMUNE DE BEAUVILLIERS

1. Identification du pétitionnaire

Raison sociale : CEMEX GRANULATS
Forme juridique et capital : SA au capital de 28 370 784 €
Siège social : 2, rue du Verseau - Zone Silic - 94150 Rungis
Responsable : HUVELIN Bruno, Président directeur général
SIREN : 552 005 969

2. Renseignements sur l'établissement

Nature : Carrière à ciel ouvert
Situation : Commune de Beauvilliers
Surface : 19 ha 76 a 66 ca
Autorisation : - Arrêté préfectoral du 26 novembre 1997 pour une durée de 20 ans modifié par arrêtés complémentaires des 13 avril 1999, 6 janvier 2003 et 21 janvier 2013
- Procès-verbal de cessation d'activité partielle du 22 juin 2017 concernant une superficie de 22 ha 23 a 29 ca

3. Objet des demandes

Par courrier du 6 octobre 2016, complété le 2 mai 2017 et le 21 juin 2017, la CEMEX GRANULATS, représentée par M. HUVELIN, a sollicité la prolongation de la durée de validité de l'autorisation.

Cette demande est motivée par un ralentissement du rythme d'apport des matériaux inertes reçus, nécessaires aux travaux de remise en état de la carrière.

Les parcelles en cours de réaménagement accueillent des stocks de terres végétales, des fronts, des zones de remblaiement, le système de chargement automatique, le pont-bascule et les locaux de l'atelier. La partie ouest est réaménagée et dissociée des espaces non réaménagés par la mise en place d'une clôture.

L'exploitant indique que :

- les stocks de terre végétale présents (75 000 m³) serviront à la remise en état des parcelles,
- le pont-bascule, l'atelier, les locaux attenants et le système de chargement automatique seront démontés et enlevés à l'issue du réaménagement,
- les terrains restants sont occupés par des fronts et sont réaménagés progressivement.

Actuellement, l'exploitant estime que pour les 10 ha restant à remettre en état, le volume de matériaux inertes nécessaires au réaménagement est de 325 000 m³ et le volume de terres végétales stockées à reprendre est de 75 000 m³.

Au vu du contexte économique entraînant une diminution de la quantité de matériaux inertes reçus, l'exploitant demande à ce que la durée de l'autorisation soit prolongée de 2 ans.

Au vu de la modification envisagée, l'exploitant a réévalué le montant des garanties financières du site sur la base du plan de situation de décembre 2016, soit sur la base de l'état le plus défavorable en cas de cessation d'activité.

La surface concernant les zones en exploitation (S2) est réduite pour tenir compte de la cessation d'activité partielle : 6,62 ha au lieu de 7,74 ha, la surface S3 est également réduite : 0,33 ha, la surface S1 est abaissée à 2,46 ha.

Ainsi, le montant de la garantie financière, calculé à partir de l'indice du mois de janvier 2017 (104,90 avec un coefficient de 1,12), est de 305 283 €.

4. Analyse de l'inspection des installations classées

La demande est faite en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Cette demande est motivée par un rythme de remblaiement inférieur aux prévisions initiales. Étant donné l'absence d'extraction sur la carrière, seuls des travaux de remise en état subsistent, les impacts du fonctionnement de l'installation pendant la prolongation sont réduits. De plus, la remise en

état des terrains consistant en la mise en place d'un bosquet sur les parcelles ZL15 à 18 et en un retour à une vocation agricole pour les parcelles restantes est inchangée.

La durée de prolongation sollicitée (2 ans) peut être estimée légère au vu de la première autorisation délivrée pour ce site (arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 1997).

Ainsi, selon la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 181-45 du code de l'environnement (modifiant l'article R. 512-33 du Code de l'environnement), la demande de prolongation de la durée d'exploitation peut être jugée comme n'étant pas substantielle.

5. Conclusion - Proposition

Au vu du dossier, l'Inspection n'a pas d'objection à émettre et estime que les modifications envisagées ne sont pas substantielles.

L'article 2 (durée d'autorisation) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 1997 et l'article 7 (montant des garanties financières) de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2003 doivent être modifiés.

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement et considérant les éléments fournis par le demandeur, le rapporteur propose aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – Formation Carrières - de réserver une suite favorable à la demande de la société CEMEX GRANULATS, conformément au projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.